



RAPPORT  
ANNUEL  
2022



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

|   |                                       |
|---|---------------------------------------|
| Monsieur Slaheddine LADJIMI   | Président du Conseil d'Administration |
| Monsieur Nébil BEN YEDDER   | Administrateur                        |
| Monsieur Karim BEN YEDDER   | Administrateur                        |
| Monsieur Hakim BEN YEDDER   | Administrateur                        |
| Monsieur Bernard Paul MARSEILLE   | Administrateur                        |
| Monsieur Hakim BEN HAMMOUDA   | Administrateur                        |
| AXA (1 <sup>er</sup> siège) représentée par Monsieur Philippe ROCARD    | Administrateur                        |
| AXA (2 <sup>ème</sup> siège) représentée par Monsieur Nicolas DENAZELLE | Administrateur                        |
| La société PARENIN S.A. représentée par Monsieur Halim BEN YEDDER       | Administrateur                        |
| La société SICOF représentée par Madame Selma BABBOU                    | Administrateur                        |
| Madame Selma BELLAGHA   | Administrateur                        |
| Monsieur Mohamed Sélîm AZZABI   | Administrateur                        |



## RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En 2022, l'économie mondiale a connu un ralentissement sévère +2,9% (vs +5,9% en 2021) en raison notamment de la guerre en Ukraine et de la hausse de l'inflation au lendemain de la crise sanitaire.

Ce ralentissement a affecté les économies avancées (+2,5% vs +5,3% en 2021) comme les USA (+1,9% vs +5,9%), la Zone Euro (+3,3% vs +5,3%) ou le Japon (+1,2% vs +2,2%) ainsi que les économies émergentes (+3,4% vs +6,7%) comme la Brésil (+3% vs +5%), l'Inde (+6,9% vs +8,7%), la Chine (+2,7% vs +8,1%), l'Afrique du Sud (+1,9% vs +4,9%) et surtout la Russie (-3,5% vs +4,8%) sous l'effet des sanctions internationales.

Les tensions géopolitiques et la reprise des chaînes logistiques au sortir de la crise covid ont fortement impacté les prix des produits de base, notamment l'énergie (+60%), les engrais chimiques (+62,6%) et les produits alimentaires (+17,9%), tandis que les prix des métaux ont baissé (-1,2%), reflétant un ralentissement de l'activité industrielle.

Dans ce contexte marqué par une inflation record depuis plusieurs décennies, la plupart des banques centrales ont procédé à un resserrement de leur politique monétaire et un relèvement de leur taux directeur (quatre fois en un an pour la BCE et sept fois pour la FED) dans l'espoir de la contenir, mais impactant au passage les investissements et la demande mondiale.

Même si 2022 a été marquée par une baisse du taux de chômage (5,8% vs 6,2% en 2021) dans un contexte de reprise post covid, tous s'accordent à dire que le marché du travail devrait être impacté dès 2023.

Compte tenu de la forte instabilité de l'ensemble des facteurs, toute aggravation soudaine et importante de l'un ou plusieurs d'entre eux (hausse brutale de l'inflation et/ou des taux directeurs sensés la contenir, escalade militaire et/ou élargissement de la zone de conflit) est susceptible d'entraîner l'économie mondiale en récession.

### L'ECONOMIE NATIONALE

Reflétant des évolutions mitigées dans les différents secteurs, le PIB réel a enregistré une croissance de 2,5% en 2022 (vs +4,4% en 2021), sans pour autant atteindre le niveau du PIB de 2019 et ce, malgré la bonne performance des industries manufacturières exportatrices du textile, habillement et cuir (+14%) et des IME (+7,96%) ainsi que par les services marchands (transport + 10,59% et HORECA + 21,4%), freinée en cela par la contreperformance des industries extractives (-10,5%) et du secteur de la construction (-9,9%).

Intensifiant la pression sur la balance commerciale, qui accuse à fin 2022 un déficit de -25,216 Mds TND (vs -16,210 Mds TND en 2021), les importations continuent de croître (+31,7%) à un rythme plus rapide que celui des exportations (+23,4%), conduisant à la détérioration du taux de couverture (70% vs 74% en 2021).

D'une ampleur sans précédent, le déficit commercial a concerné tous les groupements de produits (alimentation, matières premières, biens de consommation, biens d'équipement et énergie), même si la balance énergétique affiche un déficit record de -10,567 Mds TND contribuant à 42 % du déficit global.





En Parallèle, la balance des services, portée par les recettes touristiques et le transport, a dégagé un excédent de 7,690 Mds TND (+216%), celle des revenus (du travail et du capital) de +3,886 Mds TND et celle des transferts (publics et privés) de + 1,274 Mds TND.

Hélas, le déficit de la balance courante (-12,366 Mds TND) s'est aggravé, mettant à contribution le compte de capital et celui des opérations financières (IDE, investissements de portefeuille et prêt et emprunts) qui ont respectivement concouru au financement du déficit à hauteur de +1,332 Mds TND et +10,492 Mds.

Globalement, malgré le contexte mondial et National peu propices aux investissements, les IDE ont contribué au financement du déficit à hauteur de +2,293 Mds TND en 2022 (vs 1,897 Mds TND en 2021) et la balance des paiements s'est soldée par un déficit de -0,541 Mds TND, se traduisant par une baisse équivalente des réserves de change (Or, DTS, Réserve FMI et devises étrangères) qui s'établissent à 24,440 Mds TND à fin 2022, soit 101 jours d'importation.

Une forte augmentation des rémunérations publiques de +1,208 Mds TND (+6%) et des dépenses de compensation de +5,972 Mds TND (+98%), qui accaparent respectivement 35% et 20% du budget et « consomment » 52% et 29% de ses ressources propres (hors emprunts), ont contribué à la croissance de 10% du budget de l'État qui est passé de 55,520 Mds TND en 2021 à 60,820 Mds TND.

Outre son impact direct sur le panier de la ménagère, l'envolée des prix des produits de base et de l'énergie, entraîné dans son sillage les dépenses de compensation du carburant (+129%), des produits de base (+71%) et dans une moindre mesure celle des transports publics (+20%).

Bien que la réduction des dépenses de gestion (-16%) et d'investissement (-18%) ait permis de réaliser une « économie » de 1,168 Mds TND, face à l'aggravation des charges « fixes », l'Etat n'a eu d'autres choix que de d'agir sur la composante fiscale, en décrétant une amnistie fiscale, permettant de dégager un supplément de recettes de 5,524 Mds TND (+17%).

La dégradation de la notation souveraine (Fitch : CCC+ et Moody's : Caa1), ayant considérablement réduit la capacité de mobilisation des ressources extérieures, l'équilibre budgétaire n'a été rendu possible qu'à travers l'endettement intérieur à hauteur de 9,278 Mds TND (+14% en un an), mettant à contribution les banques ainsi que la banque centrale, à travers le refinancement.

En un an, l'indice des prix à la consommation familiale s'est inscrit en hausse de 10,1%, soit son niveau le plus haut depuis Juillet 1987 (+9,8%) et ce, malgré trois augmentations successives du taux directeur pour, tenter d'endiguer le phénomène.

Cette augmentation a principalement concerné les produits alimentaires (+15,1%), le transport (+11,8%), le gaz et l'électricité (+14,9%) ainsi que l'HORECA (+9,9%).

A l'instar de la plupart des économies, le taux de chômage, même s'il demeure élevé (15,2%), s'est inscrit en baisse par rapport à fin 2021 et atteint son niveau le plus bas depuis le T2/2020 (+16,2%)

Sur la bourse de Tunis, le Tunindex a clôturé l'année sur une performance positive de +15,1% après 2 années difficiles et une reprise modeste en 2021, porté par les bonnes performances des sociétés qui le composent et qui affichent une hausse moyenne de 14,2% de leurs revenus

Sur le marché des changes, le dinar a connu une baisse de 9,6 % de sa valeur par rapport au dollar US et une hausse de 1,8 % par rapport à l'euro.

Dans un contexte de croissance faible et de forte inflation (stagflation ?) le salut ne pourrait provenir que d'une relance des investissements publics et la rupture avec les augmentations salariales annuelles qui alimentent une spirale inflationniste qui siphonne les finances publiques et rapprochent le pays du mur de la dette, d'année en année.

A moyen terme, la réduction des dépenses courantes et la rationalisation de la compensation sont seuls à même de rééquilibrer les comptes publics, mais comportent une composante « sociale » à maîtriser.

A terme, la relance des investissements publics et le règlement des dettes publiques envers les opérateurs économiques privés nationaux, pourrait être génératrice de nouvelles sources de revenus pour l'Etat.

## EVOLUTION DU CADRE REGLEMENTAIRE EN 2022

Les nouvelles réglementations promulguées au titre de l'exercice 2022 sont :

- Règlement N°03/2022 du 11 Novembre 2022 portant organisation des contrats d'assurance collectifs, des conventions cadres et des conventions bilatérales.
- Règlement CGA N°02/2022 du 24juin2022 : fixant les règles régissant la relation entre les courtiers d'assurance et les sociétés d'assurance et elle porte sur quelques aspects de la gestion financière et comptable des sociétés d'Assurance Takaful.
- La note commune N° 17/2022 qui fait l'objet d'un commentaire des dispositions de l'article 20 du décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021 portant loi de finances pour l'année 2022 : relatives à l'octroi aux sociétés la possibilité de réévaluer leurs immeubles selon leur valeur réelle avec des exemples d'illustration.
- Décret Présidentiel n° 2022-297 du 28 mars 2022 : portant fixation des indices de réévaluation prévus par l'article 20 du décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021, portant loi de finances pour l'année 2022.
- Arrêté de la ministre des Finances du 24mars2022 : portant approbation de la norme comptable relative aux immobilisations corporelles NC 05
- Arrêté de la ministre des Finances du 16 août 2022 : portant nomination et renouvellement du mandat des membres du bureau central de tarification.
- Décret-loi n° 2022-54 du 13 septembre 2022 : relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication
- Arrêté du ministre des Affaires sociales du 20 octobre 2022 : portant agrément de l'avenant n° 15 à la convention collective sectorielle des assurances 2022.
- Décret-loi n° 2022-66 du 19 octobre 2022 : relatif à la prise en charge par l'État d'un pourcentage des primes d'assurance à l'exportation vers les pays de l'Afrique subsaharienne. Le présent décret-loi demeure applicable pendant une période de douze (12) mois à compter de la date de son entrée en vigueur (le 19 octobre 2022).

## NOTRE ACTIVITE

La répartition du chiffre d'affaires par branche se présente comme suit (en dinars) :

| CATEGORIES                | 2020               |                | VAR.<br>20/19 | 2021               |                | VAR.<br>21/20 | 2022               |                | VAR.<br>22/21 |
|---------------------------|--------------------|----------------|---------------|--------------------|----------------|---------------|--------------------|----------------|---------------|
|                           | MONT.              | STRUCT.        |               | MONT.              | STRUCT.        |               | MONT.              | STRUCT.        |               |
| Incendie                  | 24 152 393         | 11,16%         | 6,91%         | 26 808 284         | 11,82%         | 11,00%        | 29 932 979         | 12,07%         | 11,66%        |
| R. C.                     | 7 040 695          | 3,25%          | 0,05%         | 7 448 703          | 3,28%          | 5,79%         | 7 665 546          | 3,09%          | 2,91%         |
| Risques Divers            | 25 314 915         | 11,70%         | 8,92%         | 26 582 321         | 11,72%         | 5,01%         | 26 256 887         | 10,59%         | -1,22%        |
| * Assurances de Personnes | 14 810 840         | 58,51%         | 2,54%         | 16 146 612         | 60,74%         | 9,02%         | 16 633 756         | 63,35%         | 3,02%         |
| * Autres                  | 10 504 075         | 41,49%         | 19,39%        | 10 435 709         | 39,26%         | -0,65%        | 9 623 131          | 36,65%         | -7,79%        |
| Auto                      | 114 933 691        | 53,13%         | 5,89%         | 118 053 878        | 52,03%         | 2,71%         | 123 496 803        | 49,81%         | 4,61%         |
| * RC                      | 27 236 121         | 23,70%         | 2,47%         | 27 139 378         | 22,99%         | -0,36%        | 27 823 881         | 22,53%         | 2,52%         |
| * Garanties Dommages      | 87 697 569         | 76,30%         | 7,00%         | 90 914 500         | 77,01%         | 3,67%         | 95 672 922         | 77,47%         | 5,23%         |
| Transport                 | 7 487 792          | 3,46%          | -5,40%        | 7 807 727          | 3,44%          | 4,27%         | 10 161 134         | 4,10%          | 30,14%        |
| Vie                       | 5 045 449          | 2,33%          | 8,56%         | 5 565 430          | 2,45%          | 10,31%        | 6 246 061          | 2,52%          | 12,23%        |
| Groupe Accidents          | 31 486 552         | 14,56%         | 16,60%        | 34 643 243         | 15,27%         | 10,03%        | 43 568 407         | 17,57%         | 25,76%        |
| Aviation                  | 865 540            | 0,40%          | 84,55%        | -13 448            | -0,01%         | -101,55%      | 619 381            | 0,25%          | 4705,71%      |
| <b>TOTAL</b>              | <b>216 327 028</b> | <b>100,00%</b> | <b>7,39%</b>  | <b>226 896 138</b> | <b>100,00%</b> | <b>4,89%</b>  | <b>247 947 197</b> | <b>100,00%</b> | <b>9,28%</b>  |

La croissance du chiffre d'affaires a été de 9,28% pour s'établir à 248 millions de dinars en 2022  
La branche automobile demeure toujours prédominante avec une part de 50%.

### ► Résultat technique non vie :

Avant réassurance :  
38 864 076 Dinars (contre 51 304 236 Dinars en 2021)  
Après réassurance :  
20 614 401 Dinars (contre 32 694 044 Dinars en 2021)

### ► Résultat technique vie :

Avant réassurance :  
4 964 625 Dinars (contre 2 220 761 Dinars en 2021)  
Après réassurance :  
5 315 695 Dinars (contre 1 880 941 Dinars en 2021) ;

## GESTION FINANCIERE

Au 31/12/2022 l'encours des placements totalise 766 968 065 TND contre 716 428 442 TND au 31/12/2021 soit une évolution de 50 539 623 TND à la faveur des obligations (+10 624 950 TND), des actions non cotées (+8 171 138 TND) et des placements monétaires (+49 500 000 TND), contre la diminution de l'encours des OPCVM (-2 538 004 TND) et des BTA (-15 097 690 TND).

Les revenus nets de nos placements totalisent 43 215 966 Dinars à fin 2022 contre (37 757 771 Dinars en 2021), détaillés comme suit :

- Revenus des immeubles : 2 673 091 Dinars (contre 2 630 946 Dinars en 2021)
- Revenus des fonds placés : 48 837 057 Dinars (contre 48 647 553 Dinars en 2021)
- Produits divers et variation des provisions pour dépréciation : - 9 530 118 Dinars (contre - 14 107 372 Dinars en 2021)
- Plus ou moins-values nettes de cessions d'actions : 1 235 936 Dinars (contre 586 643 Dinars en 2021)

## RESULTAT COMPTABLE

Compte tenu des résultats techniques et financiers, et après prise en compte des autres produits et charges non techniques, l'exercice dégage un résultat avant impôts sur les sociétés de 37 346 669 Dinars et un bénéfice net de 30 500 183 Dinars (contre 33 817 847 Dinars en 2021).

## AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons l'affectation du bénéfice de l'exercice comme suit (en dinars) :

|   |                 |
|---|-----------------|
| Résultat Net  | 30 500 183,365  |
| Réserve légale  | 809 107,650     |
| Réserves Indisponibles pour réinvestissement exonérés | 7 140 000,000   |
| Bénéfice distribuable                                 | 22 551 075,715  |
| Dividende 2022  | -18 000 000,000 |
| Réserve pour toutes éventualités                      | 4 551 075,715   |

Ainsi que la mise en paiement des dividendes au plus tard le 12/05/2023

## RENOUVELLEMENT DE MANDATS D'ADMINISTRATEURS

Nous vous rappelons que les mandats des Messieurs Slaheddine LADJIMI, Hakim BEN YEDDER, Karim BEN YEDDER, Bernard Paul MARSEILLE, Madame Selma BELLEGHA et la société PARENIN S.A arrivent à échéance lors de la présente assemblée. Nous vous proposons de nommer :

- Monsieur Slaheddine LADJIMI
- Monsieur Hakim BEN YEDDER
- Monsieur Karim BEN YEDDER
- Monsieur Bernard Paul MARSEILLE
- Madame Selma BELLEGHA
- La société PARENIN S.A

en qualité d'administrateurs pour une durée de trois ans expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les états financiers de l'exercice 2025

En conséquence, nous vous proposons la nouvelle composition du Conseil d'Administration suivante :

| Administrateur                  | Echéance du mandat, qui prendra fin lors de l'AGO qui statuera sur les états financiers de : |
|---------------------------------|--|
| Monsieur Mohamed Sélim AZZABI   | 2023   |
| Monsieur Nébil BEN YEDDER       | 2023   |
| Monsieur Hakim BEN HAMOUDA      | 2023   |
| La société SICOF                | 2024   |
| AXA (1er siège)                 | 2024   |
| AXA (2ième siège)               | 2024   |
| Monsieur Slaheddine LADJIMI     | 2025   |
| Monsieur Hakim BEN YEDDER       | 2025   |
| Monsieur Karim BEN YEDDER       | 2025   |
| Monsieur Bernard Paul MARSEILLE | 2025   |
| Madame Selma BELLEGHA           | 2025   |
| La société PARENIN S.A          | 2025   |

## FIXATION DES JETONS DE PRESENCE POUR L'EXERCICE 2023

Nous vous proposons de fixer le montant brut des jetons de présence pour l'exercice 2023 à 200 000 Dinars.

## REMUNERATION DES COMITES

Nous vous proposons de fixer la rémunération brute du comité permanent d'audit pour l'exercice 2023 à 40,000 dinars et la rémunération brute du comité des risques pour le même exercice à 40,000 dinars. Par ailleurs, nous vous prions de vous associer à nous pour remercier l'ensemble de nos collaborateurs salariés, employés et agents pour leur dévouement et leur contribution aux résultats de l'entreprise.





# RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## États financiers - Exercice clos le 31 décembre 2022

Messieurs,

### I. RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

#### Opinion

En exécution du mandat qui nous a été confié par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances « COMAR », qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2022, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 278 252 952 dinars, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 30 500 183 dinars.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la « COMAR », au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans

la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Paragraphe d'observation:

La société a fait l'objet d'une vérification fiscale approfondie portant sur les différents impôts et taxes auxquels elle est soumise et couvrant la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2021.

La société a reçu le 14 décembre 2022 une notification des résultats de la vérification approfondie et a formulé son opposition aux résultats de cette vérification dans les délais légaux.

A la date du présent rapport, aucune réponse de l'administration fiscale à l'opposition n'a été notifiée à la société.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

#### Rapport de gestion du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport de gestion du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport tel qu'arrêté par le Conseil d'Administration du 23 mars 2023.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

#### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer



le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

### Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

## II. RAPPORT RELATIF AUX OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

### Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et la mise en œuvre en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la société.



### Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 17 avril 2023

#### Les Commissaires aux Comptes

**ECC MAZARS**

**FINOR**

**Mohamed Hedi KAMMOUN**

**Karim DEROUICHE**




## RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### États financiers - Exercice clos le 31 décembre 2022

Messieurs,

En application des dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et les opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher, spécifiquement et de façon étendue, l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

### I. CONVENTIONS NOUVELLEMENT CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022 :

- En date du 29 novembre 2022, la COMAR a conclu une convention de gestion de fonds à capital risque avec la SICAR AMEN, en vertu de laquelle elle confie à celle-ci, la gestion d'un fonds à capital risque d'un montant total de 7 140 KTND.

A ce titre, la SICAR AMEN perçoit une commission de gestion de 0,5% l'an hors taxes sur l'encours du Fonds géré et sur une période maximum de 5 ans.

La COMAR sera rémunérée par les dividendes, les plus-values et les intérêts sur les placements qui seront encaissés par la SICAR AMEN dans le cadre de sa gestion du fonds durant la période du placement.

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 06 décembre 2022.

- En date du 12 décembre 2022, la COMAR a conclu avec la société « CLINIQUE EL AMEN NABEUL » une convention de placement en compte courant associé de 1.8 MD remboursable sur 3 ans et rémunéré à un taux égal à la moyenne arithmétique des TMM (publiés par la BCT) au titre des douze mois précédant la date de paiement des intérêts, majoré de 150 points de base.

Les produits constatés à ce titre en 2022 s'élèvent à 8 KTND.

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 06 décembre 2022.

- La COMAR a acquis 20 actions « HÔPITAL PRIVÉ EL AMEN » auprès de la société AMEN SANTE (détenue à hauteur 77,68% par la COMAR) pour un total de 50 dinars. Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 04 octobre 2022.

## II. OPÉRATIONS RÉALISÉES RELATIVES À DES CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTÉRIEURS :

L'exécution des opérations suivantes, conclues et approuvées au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Le conseil d'administration du 14 décembre 2021 a autorisé votre société à conclure avec la COMAR Côte d'Ivoire (détenue à hauteur de 45%) une convention d'assistance technique en vertu de laquelle elle s'engage à fournir toutes les prestations de conseil et de suivi, demandées par la COMAR Côte d'Ivoire et nécessaires au bon déroulement du programme de développement de cette dernière, à cet effet la COMAR mettra à sa disposition, sans aucune restriction, la totalité de son savoir-faire.

En contrepartie de ces prestations, la COMAR refacturera à la COMAR Côte d'Ivoire les frais engagés dans le cadre de la mission d'assistance technique aux coûts réels, sur présentation de justificatifs précisant la nature des frais, la personne ayant accompli les prestations, le temps passé et le travail accompli.

Les taux journaliers prévus pour cette rémunération sont fixés selon le profil de la personne ayant accompli les prestations et seront révisés annuellement moyennant une majoration de 5%. Toutefois, les frais refacturés ne peuvent pas dépasser 3% du chiffre d'affaires de la COMAR Côte d'Ivoire.

Cette convention a été signée le 1er avril 2022 et n'a pas produit d'effets au cours de l'exercice.

- En date du 29 décembre 2020, la COMAR a conclu avec la société EL-IMRANE (détenue à hauteur de 56,26%) une convention de placement de 2 MD rémunéré au taux de 12% et ce, dans le cadre d'un prêt en « compte courant associé ».

Les produits constatés à ce titre en 2022 s'élèvent à 240 KTND.

Cette convention a fait l'objet d'une autorisation à posteriori par le Conseil d'Administration du 23 mars 2021.

- Au cours de l'exercice 2018, la COMAR a conclu avec la société TUNISYS (dans laquelle elle détient 39,90% du capital) un contrat de location portant sur des locaux à usage professionnel.

Le montant du loyer facturé par la COMAR, au titre de l'exercice 2022, s'élève à 16 KTND.

- Au cours de l'exercice 2008, la COMAR a conclu avec la société TUNISYS (dans laquelle elle détient 39,90% du capital) un contrat de location portant sur des locaux à usage professionnel.

Le montant du loyer facturé par la COMAR, au titre de l'exercice 2022, s'élève à 102 KTND.

- Au cours de l'exercice 2017, la COMAR a conclu avec la société AMEN SANTE un contrat de location portant sur des bureaux à usage bureautique.

Le montant du loyer facturé par la COMAR, au titre de l'exercice 2022, s'élève à 234 KTND.

- La COMAR a conclu avec la société PGI Holding (détenant directement et indirectement 77,71% du capital de la COMAR) une convention portant sur la mise en œuvre des moyens matériels, humains et informatiques par la holding dans l'objectif d'assister la compagnie dans le domaine de développement, du reporting, de l'audit et de l'inspection ainsi qu'en matière juridique.

En contrepartie de ces services, PGI Holding perçoit une rémunération égale à 0,5% du chiffre d'affaires avec un plafond de 150 KTND hors taxes. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 27 avril 2011.

Le Conseil d'Administration du 20 décembre 2016 a autorisé l'avenant à ladite convention qui a porté le plafond de la rémunération de 150 KTND à 160 KTND.

Le montant comptabilisé à ce titre en charge de l'exercice 2022 s'élève à 190 KTND toutes taxes comprises.

- Au cours de l'exercice 2013, la COMAR a conclu avec la société HAYETT (dans laquelle elle détient 67,10% du capital) deux contrats de location, portant sur des locaux à usage professionnel. Au titre de l'exercice 2022, les loyers facturés par HAYETT s'élèvent respectivement par contrat à 39 KTND et 11 KTND.

- Au cours de l'exercice 2014, la COMAR a conclu avec la société HAYETT (dans laquelle elle détient 67,10% du capital) un contrat de location, portant sur un local à usage professionnel.

Au titre de l'exercice 2022, les loyers facturés par HAYETT à ce titre s'élèvent à 17 KTND.

- Au cours de l'exercice 2009, la COMAR a conclu avec HAYETT (dans laquelle elle détient 67,10% du capital) un contrat de location portant sur des locaux à usage professionnel. Le montant des loyers facturés par la COMAR, au titre de l'exercice 2022, s'élève à 137 KTND hors taxes.

Le même contrat prévoit la prise en charge par HAYETT des charges communes proportionnellement à la surface louée. Le montant correspondant facturé par la COMAR, au titre de l'exercice 2022, s'élève à 72 KTND.

- Au cours de l'exercice 2004, la COMAR a conclu avec la société CAFES BONDIN SARL, un contrat de location portant sur un local à usage commercial. Le montant du loyer facturé par la COMAR, au titre de l'exercice 2022, est de 40 KTND.

- La COMAR a conclu avec la société EL-IMRANE (dans laquelle elle détient 56,25% du capital) deux contrats de locations, au cours des exercices 2009 et 2011, portant sur des locaux à usages professionnels. Au titre de l'exercice 2022, les loyers facturés par contrat s'élèvent, respectivement, à 67 KTND et 51 KTND.

## III. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA COMAR ENVERS SES DIRIGEANTS :

Le Conseil d'Administration réuni le 05 juin 2020 a renouvelé le mandat de Monsieur Slaheddine Ladjimi en tant que Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'Administrateur.



Le comité de rémunération du 23 juin 2020 a arrêté la rémunération du président du Conseil d'Administration à un montant brut de 300 KTND.

En outre, il bénéficiera d'une voiture de fonction, d'un chauffeur et d'un quota de carburant mensuel de 200 litres ainsi que du remboursement de frais de téléphone.

Par ailleurs, le comité de rémunération du 23 juin 2020 a arrêté la rémunération et les avantages à accorder au Directeur Général et au Directeur Général Adjoint comme suit :

- La rémunération annuelle brute accordée au Directeur Général est fixée à 200 KTND.
- La rémunération annuelle brute accordée au Directeur Général Adjoint est fixée à 190 KTND.

En outre, le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient chacun d'une voiture de fonction, d'un quota de carburant mensuel de 200 litres ainsi que du remboursement de frais de téléphone.

**Autres rémunérations :**

Le conseil d'administration du 15 décembre 2020 a coopté Monsieur Slim Azzabi en tant qu'administrateur. Il sera chargé de :

- ▶ Proposer et mettre en place une structuration financière et juridique efficiente sur laquelle s'appuiera le développement à l'international de la compagnie ;
  - ▶ Mettre en place les mécanismes de contrôle au niveau de la COMAR et ;
  - ▶ Poursuivre le développement à l'international une fois que la COMAR côte d'ivoire est bénéficiaire.
- Le comité de rémunération du 16 décembre 2020 a décidé de fixer la rémunération annuelle nette de Monsieur Slim Azzabi à 100 KTND.

En outre, il bénéficiera d'une voiture de fonction et d'un quota de carburant mensuel de 200 litres ainsi que du remboursement de frais de téléphone dans la limite de 120 DT par mois.

- Le comité de rémunération du 21 juin 2022 a décidé d'accorder au Directeur Général Adjoint, M Lotfi Ben Haj Kacem une prime de bilan de 260 KTND au titre de l'année 2021.
- Le comité de rémunération du 21 juin 2022 a décidé d'accorder au Directeur Général, M Hakim Ben Yedder une prime de bilan de 295 KTND au titre de l'année 2021.
- Les membres du Conseil d'Administration perçoivent des jetons de présence fixés à un total de 160 KTND par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 avril 2022.
- Les membres du Comité Permanent d'Audit bénéficient d'une rémunération forfaitaire fixée à un total de 36 KTND par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 avril 2022.
- Les membres du Comité des Risques bénéficient d'une rémunération forfaitaire fixée à un total de 30 KTND par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 avril 2022.
- Les obligations et engagements de la COMAR envers ses dirigeants (hors Charges sociales et fiscales et hors avantage en nature), tels qu'ils ressortent des états financiers arrêtés au 31 décembre 2022, se présentent comme suit (en dinars) :

|              | Charge de l'exercice | Passif au 31/12/2022 |
|--------------|----------------------|----------------------|
| Rémunération | 300 000              | -                    |
| <b>Total</b> | <b>300 000</b>       | <b>-</b>             |

- Directeur Général et Directeur Général Adjoint :

|                         | Directeur Général    |                      | Directeur Général Adjoint |                      |
|-------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|----------------------|
|                         | Charge de l'exercice | Passif au 31/12/2022 | Charge de l'exercice      | Passif au 31/12/2022 |
| Rémunération            | 200 000              | -                    | 190 000                   | -                    |
| Primes 2019 (provision) | 295 000              | 295 000              | 260 000                   | 260 000              |
| <b>Total</b>            | <b>495 000</b>       | <b>295 000</b>       | <b>450 000</b>            | <b>260 000</b>       |

- Membres du Conseil d'Administration, du Comité d'Audit et du Comité des Risques :

|  | Membres du Conseil d'Administration, du comité d'Audit et du comité des risques |                      |
|--|---|----------------------|
|  | Charge de l'exercice  | Passif au 31/12/2022 |
| Jetons de présence et autres rémunérations | 373 969   | 232 857              |
| <b>Total</b>                               | <b>373 969</b>  | <b>232 857</b>       |

Par ailleurs, en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions à l'exception des opérations et transactions de placement et d'exploitation rentrant dans le cadre des activités courantes de la COMAR réalisées avec les sociétés apparentées.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune autre convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 200 et suivants et de l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales

Tunis, le 17 avril 2023

**Les Commissaires aux Comptes**

**ECC MAZARS**

**FINOR**

**Mohamed Hedi KAMMOUN**

**Karim DEROUICHE**

## RESOLUTIONS, AGO DU 10/05/2023

### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances « CO.M.A.R », réunie le 10 Mai 2023 à 17h30 au siège de la société, Avenue Habib Bourguiba, Immeuble COMAR, 1001 Tunis, et après lecture du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la société et du rapport général des commissaires aux comptes pour l'exercice 2022, approuve les états financiers arrêtés au 31/12/2022, tels qu'ils lui ont été présentés et donne quitus aux administrateurs pour leur gestion dudit exercice.

Mise aux voix cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions prévues par les articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales approuve lesdites conventions et approuve les éléments de rémunération des dirigeants tels que figurant dans ledit rapport.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée l'unanimité.

### TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte du rapport présenté en application des dispositions des articles 192 et 209 du Code des Sociétés Commerciales et concernant les fonctions de direction occupées par les administrateurs dans d'autres sociétés.

Mise aux voix cette résolution est adoptée l'unanimité.

### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate l'arrivée à échéance des mandats d'administrateurs de Messieurs Slaheddine LADJIMI, Hakim BEN YEDDER, Karim BEN YEDDER, Bernard Paul MARSEILLE, et Madame Selma BELLEGHA ainsi que celui de la société PARENIN S.A lors de la présente assemblée. L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer, en qualité d'administrateurs pour une durée de trois ans expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les états financiers de l'exercice 2025

- Monsieur Slaheddine LADJIMI
- Monsieur Hakim BEN YEDDER
- Monsieur Karim BEN YEDDER
- Monsieur Bernard Paul MARSEILLE
- Madame Selma BELLEGHA
- La société PARENIN S.A

En conséquence, la composition du Conseil d'Administration sera comme suit :

| Administrateur                  | Echéance du mandat, qui prendra fin lors de l'AGO qui statuera sur les états financiers de : |
|---------------------------------|--|
| Monsieur Mohamed Selim AZZABI   | 2023   |
| Monsieur Nebil BEN YEDDER       | 2023   |
| Monsieur Hakim BEN HAMOUDA      | 2023   |
| La société SICOF                | 2024   |
| AXA (1er siège)                 | 2024   |
| AXA (2ième siège)               | 2024   |
| Monsieur Slaheddine LADJIMI     | 2025   |
| Monsieur Hakim BEN YEDDER       | 2025   |
| Monsieur Karim BEN YEDDER       | 2025   |
| Monsieur Bernard Paul MARSEILLE | 2025   |
| Madame Selma BELLEGHA           | 2025   |
| La société PARENIN S.A          | 2025   |

Mise aux voix cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve l'affectation du bénéfice de l'exercice, s'élevant à **30 500 183,365** dinars, telle qu'elle a été proposée par le Conseil d'Administration comme suit :

|  |                       |
|--|-----------------------|
| <b>Résultat Net</b>  | <b>30 500 183,365</b> |
| Réserve légale   | 809 107,650           |
| <b>Réserves Indisponibles pour réinvestissement exonérés</b> | <b>7 140 000,000</b>  |
| <b>Bénéfice distribuable</b>                                 | <b>22 551 075,715</b> |
| Dividende 2022   | - 18 000 000,000      |
| <b>Réserve pour toutes éventualités</b>                      | <b>4 551 075,715</b>  |

Et fixe la date de mise en paiement des dividendes le 12/05/2023

Mise aux voix cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant brut des jetons de présence pour l'exercice 2023 à **200 000** Dinars.

Mise aux voix cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe la rémunération brute du comité permanent d'audit pour l'exercice 2023 à **40 000** dinars.

Mise aux voix cette résolution est adoptée à l'unanimité

### HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe la rémunération brute du comité des risques pour l'exercice 2023 à **40 000** dinars.

Mise aux voix cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous les pouvoirs au représentant légal de la société ou à toute personne mandatée par lui, sous sa responsabilité, pour effectuer toutes les formalités de dépôt ou de publication prescrites par la loi.

Mise aux voix cette résolution est adoptée à l'unanimité.



## ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2022



## Actif du bilan au 31/12/2022

| (en dinars tunisiens)   | 2022                 |                    |                    | 2021               |
|---|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|   | Montant Brut         | Amort & Prov       | Montant Net        | Montant Net        |
| Investissements de recherche et développement                           | 986 929              | 0                  | 986 929            | 1 350 194          |
| Concessions, Brevets, Licences, Marques                                 | 22 236 498           | 18 212 486         | 4 024 012          | 2 984 662          |
| Fonds commercial  | 15 000               | 0                  | 15 000             | 15 000             |
| <b>Actifs incorporels</b>   | <b>23 238 427</b>    | <b>18 212 486</b>  | <b>5 025 942</b>   | <b>4 349 855</b>   |
| Installations techniques et machines                                    | 22 985 035           | 19 745 688         | 3 239 347          | 3 629 021          |
| Autres installations, outillage et mobilier                             | 1 046 472            | 885 718            | 160 753            | 200 879            |
| <b>Actifs corporels d'exploitation</b>                                  | <b>24 031 507</b>    | <b>20 631 406</b>  | <b>3 400 101</b>   | <b>3 829 900</b>   |
| <b>Terrains et constructions</b>  | <b>75 312 331</b>    | <b>20 077 534</b>  | <b>55 234 797</b>  | <b>56 815 443</b>  |
| Terrains et constructions d'exploitation                                | 16 930 705           | 10 390 849         | 6 539 856          | 8 127 988          |
| Terrains et constructions hors exploitation                             | 58 381 626           | 9 686 685          | 48 694 941         | 48 687 455         |
| <b>Placements dans les entreprises liées et participations</b>          | <b>354 877 720</b>   | <b>41 301 776</b>  | <b>313 575 944</b> | <b>343 085 812</b> |
| Parts dans les entreprises liées  | 117 621 801          | 30 248 322         | 87 373 479         | 89 352 297         |
| Parts dans les entreprises avec un lien de participation                | 212 143 424          | 11 053 454         | 201 089 971        | 199 997 620        |
| Bons et obligations émis par les entreprises avec lien de participation | 25 112 495           | 0                  | 25 112 495         | 53 735 895         |
| <b>Autres placements financiers</b>                                     | <b>337 942 515</b>   | <b>3 666 743</b>   | <b>334 275 772</b> | <b>263 131 160</b> |
| Actions, autres titres à revenu variable et part dans des FCP           | 44 096 561           | 3 376 679          | 40 719 882         | 43 243 464         |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                              | 204 365 050          | 250 000            | 204 115 050        | 210 404 390        |
| Autres prêts  | 8 477 752            | 40 064             | 8 437 688          | 7 480 155          |
| Dépôts auprès des établissements bancaire et financiers                 | 81 000 000           | 0                  | 81 000 000         | 2 000 000          |
| Autres  | 3 152                | 0                  | 3 152              | 3 152              |
| <b>Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes</b>   | <b>15 048 223</b>    | <b>0</b>           | <b>15 048 223</b>  | <b>15 248 420</b>  |
| <b>Placements</b>   | <b>783 180 790</b>   | <b>65 046 053</b>  | <b>718 134 737</b> | <b>678 280 834</b> |
| Provisions pour primes non acquises                                     | 10 521 144           | 0                  | 10 521 144         | 10 579 880         |
| Provisions pour sinistres ( vie)  | 418 048              | 0                  | 418 048            | 0                  |
| Provisions pour sinistres (non vie)                                     | 65 282 587           | 0                  | 65 282 587         | 58 837 403         |
| <b>Parts des réassureurs dans les provisions techniques</b>             | <b>76 221 779</b>    | <b>0</b>           | <b>76 221 779</b>  | <b>69 417 283</b>  |
| <b>Créances nées d'opérations d'assurance directe</b>                   |                      |                    |                    |                    |
| Primes acquises et non émises et primes à annuler                       | 9 457 238            | 0                  | 9 457 238          | 7 641 738          |
| Autres créances nées d'opérations d'assurance directe                   | 103 582 466          | 58 351 001         | 45 231 465         | 42 090 080         |
| Créances indemnisées subrogées à l'entreprise d'assurance               | 21 798 556           | 2 298 508          | 19 500 047         | 19 961 867         |
| <b>Créances nées d'opérations de réassurance</b>                        | <b>55 730 573</b>    | <b>769 813</b>     | <b>54 960 760</b>  | <b>50 357 654</b>  |
| <b>Autres créances</b>  |                      |                    |                    |                    |
| Personnel   | 157 881              | 0                  | 157 881            | 142 249            |
| Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques           | 3 231 432            | 0                  | 3 231 432          | 1 932 286          |
| Débiteurs divers  | 2 580 649            | 425 490            | 2 155 159          | 1 850 813          |
| <b>Créances</b>   | <b>196 538 795</b>   | <b>61 844 813</b>  | <b>134 693 982</b> | <b>123 976 687</b> |
| <b>Avoirs en banque, CCP, chèques et caisse</b>                         | <b>6 069 009</b>     | <b>0</b>           | <b>6 069 009</b>   | <b>2 921 336</b>   |
| <b>Charges reportées</b>  |                      |                    |                    |                    |
| Frais d'acquisitions reportées  | 11 627 588           | 0                  | 11 627 588         | 11 057 848         |
| <b>Comptes de régularisation Actif</b>                                  |                      |                    |                    |                    |
| Intérêts et loyers acquis non échus                                     | 9 755 485            | 0                  | 9 755 485          | 9 406 426          |
| Autres comptes de régularisation  | 5 888 695            | 0                  | 5 888 695          | 4 704 752          |
| <b>Autres</b>   | <b>13 709</b>        | <b>0</b>           | <b>13 709</b>      | <b>46 535</b>      |
| <b>Autres éléments d'actifs</b>   | <b>33 354 486</b>    | <b>0</b>           | <b>33 354 486</b>  | <b>28 136 897</b>  |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>   | <b>1 136 565 784</b> | <b>165 734 758</b> | <b>970 831 026</b> | <b>907 991 457</b> |

## Capitaux propres et passif du bilan au 31/12/2022

| (en dinars tunisiens)  | 2022               | 2021               |
|--|--------------------|--------------------|
|  | Montant Net        | Montant Net        |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>  |                    |                    |
| Capital social ou fonds équivalent                                       | 75 000 000         | 50 000 000         |
| Réserves et primes liées au capital                                      | 152 614 590        | 161 796 743        |
| Autres capitaux propres  | 20 138 180         | 20 138 180         |
| <b>Total capitaux propres avant résultat de l'exercice</b>               | <b>247 752 769</b> | <b>231 934 922</b> |
| Résultat de l'exercice   | 30 500 183         | 33 817 847         |
| <b>Total Capitaux propres avant affectation</b>                          | <b>278 252 953</b> | <b>265 752 769</b> |
| <b>PASSIF</b>  |                    |                    |
| Autres provisions  | 3 793 622          | 3 258 210          |
| <b>Provisions pour autres risques et charges</b>                         | <b>3 793 622</b>   | <b>3 258 210</b>   |
| Provisions pour primes non acquises                                      | 70 523 813         | 67 492 922         |
| Provisions d'assurance vie   | 1 421 059          | 1 868 965          |
| Provision pour sinistres (vie)   | 4 372 757          | 5 239 622          |
| Provision pour sinistres (non vie)                                       | 378 551 830        | 351 574 893        |
| Provisions pour participations aux bénéficiaires et ristournes (vie)     | 0                  | 0                  |
| Provisions pour participations aux bénéficiaires et ristournes (non vie) | 12 786 891         | 11 191 641         |
| Provisions pour égalisation et équilibrage                               | 38 290 705         | 35 712 354         |
| Autres provisions techniques (non vie)                                   | 15 916 489         | 15 964 984         |
| <b>Provisions techniques brutes</b>                                      | <b>521 863 545</b> | <b>489 045 381</b> |
| <b>Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires</b>             | <b>77 105 005</b>  | <b>69 706 909</b>  |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe                             | 21 381 214         | 14 955 139         |
| Dettes nées d'opérations de réassurance                                  | 44 952 715         | 42 049 140         |
| Autres dettes  |                    |                    |
| Dépôts et cautionnements reçus   | 3 832 920          | 3 637 756          |
| Personnel  | 92 301             | 126 039            |
| Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques            | 4 726 773          | 4 835 586          |
| Créditeurs divers  | 2 655 324          | 2 753 827          |
| <b>Autres dettes</b>   | <b>77 641 246</b>  | <b>68 357 488</b>  |
| Report de commissions reçues des réassureurs                             | 387 201            | 0                  |
| Compte de régularisation Passif  | 11 787 455         | 10 626 948         |
| Concours Bancaires et autres passifs financiers                          | 0                  | 1 243 752          |
| <b>Autres passifs</b>  | <b>12 174 656</b>  | <b>11 870 700</b>  |
| <b>Total du Passif</b>   | <b>692 578 073</b> | <b>642 238 688</b> |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>                           | <b>970 831 026</b> | <b>907 991 457</b> |

### Etat de résultat technique de l'assurance non vie au 31/12/2022

| (en dinars tunisiens)   | 2 022               |                              |                     | 2 021               |
|---|---------------------|------------------------------|---------------------|---------------------|
|   | Opérations Brutes   | Cessions et/ou Rétrocessions | Opérations Nettes   | Opérations Nettes   |
| Primes émises et acceptées  | 246 396 143         | -43 928 540                  | 202 467 603         | 185 306 061         |
| Variation de la provision pour primes non acquises                      | -3 030 890          | -58 736                      | -3 089 627          | -2 996 699          |
| <b>Primes acquises</b>  | <b>243 365 253</b>  | <b>-43 987 276</b>           | <b>199 377 977</b>  | <b>182 309 362</b>  |
| <b>Produits de placements alloués, transférés de l'état de résultat</b> | <b>24 980 120</b>   | <b>0</b>                     | <b>24 980 120</b>   | <b>21 724 644</b>   |
| <b>Autres produits techniques</b>                                       | <b>196 426</b>      | <b>0</b>                     | <b>196 426</b>      | <b>107 260</b>      |
| Montants payés  | -130 083 715        | 8 823 448                    | -121 260 267        | -109 056 552        |
| Variation de la provision pour sinistres                                | -28 572 187         | 6 445 184                    | -22 127 003         | -8 722 328          |
| <b>Charges de sinistres</b>   | <b>-158 655 902</b> | <b>15 268 632</b>            | <b>-143 387 270</b> | <b>-117 778 879</b> |
| <b>Variation des autres provisions techniques</b>                       | <b>48 494</b>       | <b>0</b>                     | <b>48 494</b>       | <b>-213 792</b>     |
| <b>Participation aux bénéfices et ristournes</b>                        | <b>-1 261 119</b>   | <b>5 070</b>                 | <b>-1 256 049</b>   | <b>-828 131</b>     |
| Frais d'acquisition   | -40 640 788         |                              | -40 640 788         | -36 526 570         |
| Variation du montant des frais d'acquisition reportés                   | 569 740             |                              | 569 740             | 814 963             |
| Frais d'administration  | -27 725 184         |                              | -27 725 184         | -25 663 540         |
| Commissions reçues des réassureurs                                      |                     | 10 463 900                   | 10 463 900          | 10 204 518          |
| <b>Frais d'exploitation</b>   | <b>-67 796 233</b>  | <b>10 463 900</b>            | <b>-57 332 333</b>  | <b>-51 170 630</b>  |
| <b>Autres charges techniques</b>  | <b>-836 535</b>     | <b>0</b>                     | <b>-836 535</b>     | <b>-337 554</b>     |
| <b>Variation de la provision pour égalisation et équilibrage</b>        | <b>-1 176 428</b>   | <b>0</b>                     | <b>-1 176 428</b>   | <b>-1 118 236</b>   |
| <b>RESULTAT TECHNIQUE DE L'ASSURANCE NON VIE</b>                        | <b>38 864 076</b>   | <b>-18 249 675</b>           | <b>20 614 401</b>   | <b>32 694 044</b>   |

### Etat de résultat technique de l'assurance vie au 31/12/2022

| (en dinars tunisiens)  | 2 022             |                              |                   | 2 021             |
|--|-------------------|------------------------------|-------------------|-------------------|
|  | Opérations Brutes | Cessions et/ou Rétrocessions | Opérations Nettes | Opérations Nettes |
| Primes émises et acceptées                                     | 6 361 577         | -78 798                      | 6 282 779         | 5 884 335         |
| <b>Primes</b>  | <b>6 361 577</b>  | <b>-78 798</b>               | <b>6 282 779</b>  | <b>5 884 335</b>  |
| <b>Produits de placements</b>                                  | <b>914 153</b>    | <b>0</b>                     | <b>914 153</b>    | <b>840 681</b>    |
| Montants payés   | -1 186 980        |                              | -1 186 980        | -1 625 214        |
| Variation de la provision pour sinistres                       | 866 865           | 418 048                      | 1 284 913         | -1 718 945        |
| <b>Charges de sinistres</b>                                    | <b>-320 115</b>   | <b>418 048</b>               | <b>97 933</b>     | <b>-3 344 159</b> |
| Provision d'assurance vie                                      | 447 906           |                              | 447 906           | 498 332           |
| Autres provisions techniques (Variation Prov.pour égalisation) | -1 401 923        |                              | -1 401 923        | -1 045 469        |
| <b>Variation des autres provisions techniques</b>              | <b>-954 017</b>   | <b>0</b>                     | <b>-954 017</b>   | <b>-547 137</b>   |
| Frais d'acquisition  | -590 048          |                              | -590 048          | -555 940          |
| Frais d'administration   | -446 925          |                              | -446 925          | -411 969          |
| Commissions reçues des réassureurs                             |                   | 11 820                       | 11 820            | 15 129            |
| <b>Frais d'exploitation</b>                                    | <b>-1 036 973</b> | <b>11 820</b>                | <b>-1 025 153</b> | <b>-952 779</b>   |
| <b>RESULTAT TECHNIQUES DE L'ASSURANCE VIE</b>                  | <b>4 964 625</b>  | <b>351 070</b>               | <b>5 315 695</b>  | <b>1 880 941</b>  |



## Etat de résultat au 31/12/2022

| (en dinars tunisiens)  | 2022               | 2021               |
|--|--------------------|--------------------|
| <b>Résultat technique de l'assurance non vie</b>                                   | <b>20 614 401</b>  | <b>32 694 044</b>  |
| <b>Résultat technique de l'assurance vie</b>                                       | <b>5 315 695</b>   | <b>1 880 941</b>   |
| Revenus des placements   | 49 472 743         | 49 006 497         |
| Reprise de corrections de valeur sur placements                                    | 4 738 594          | 2 779 491          |
| Profits provenant de la réalisation des placements                                 | 1 881 268          | 1 759 890          |
| <b>Produits des placements ( assurance non vie )</b>                               | <b>56 092 605</b>  | <b>53 545 879</b>  |
| Charges de gestion des placements, y compris les charges d'intérêts                | -4 904 422         | -4 490 604         |
| Correction de valeur sur placements  | -12 460 665        | -15 155 498        |
| Pertes provenant de la réalisation des placements                                  | -415 974           | -632 610           |
| <b>Charges des placements ( assurance non vie )</b>                                | <b>-17 781 061</b> | <b>-20 278 711</b> |
| Produits des placements transférés non vie   | -24 980 120        | -21 724 644        |
| Produits des placements transférés vie   | -914 153           | -840 681           |
| <b>Produits des placements alloués, transférés de l'état de résultat technique</b> | <b>-25 894 273</b> | <b>-22 565 324</b> |
| <b>Autres produits non techniques</b>  | <b>593 036</b>     | <b>1 603 539</b>   |
| <b>Autres charges non techniques</b>   | <b>-1 593 734</b>  | <b>-3 686 538</b>  |
| <b>Résultat provenant des activités ordinaires</b>                                 | <b>37 346 669</b>  | <b>43 193 828</b>  |
| <b>Impôt sur le résultat 2020</b>  | <b>-6 846 486</b>  | <b>-9 375 981</b>  |
| <b>Résultat provenant des activités ordinaires après impôts</b>                    | <b>30 500 183</b>  | <b>33 817 847</b>  |
| Pertes extraordinaires   | 0                  | 0                  |
| <b>Résultat extraordinaire</b>   | <b>0</b>           | <b>0</b>           |
| <b>Résultat net de l'exercice</b>  | <b>30 500 183</b>  | <b>33 817 847</b>  |
| <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE APRES MODIFICATIONS COMPTABLES</b>                   | <b>30 500 183</b>  | <b>33 817 847</b>  |

## Etat de flux de trésorerie au 31/12/2022

| (en dinars tunisiens)  | 2022               | 2021               |
|--|--------------------|--------------------|
| <b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>  |                    |                    |
| Encaissements des primes reçues des assurés  | 273 859 649        | 233 556 150        |
| Encaissements des primes reçues ( Acceptations )   | 1 351 818          | 3 525 549          |
| Décaissements des primes pour les cessions   | -28 049 922        | -18 060 462        |
| Sommes versées pour paiement des sinistres   | -108 818 779       | -104 105 789       |
| Sommes versées pour les sinistres ( Acceptations )   | -1 430 392         | -4 299 878         |
| Encaissements des sinistres pour cessions  | 7 169 850          | 10 890 442         |
| Commissions versées aux intermédiaires   | -28 876 218        | -25 652 613        |
| Commissions reçues sur les cessions  | 2 977 323          | 3 233 633          |
| Commissions versées sur les acceptations   | -272 925           | -497 698           |
| Somme versées aux fournisseurs et au personnel   | -28 670 016        | -24 789 562        |
| Variation des dépôts auprès des cédantes   | -366 582           | -992 132           |
| Variation des espèces reçues des cessionnaires   | 76 298             | -2 598 656         |
| Décaissements liés à l'acquisition de placements financiers  | -138 439 299       | -169 814 176       |
| Encaissements liés à la cession de placements financiers   | 132 462 773        | 129 188 135        |
| Produits financiers reçus  | 45 225 455         | 44 427 458         |
| Taxes sur les assurances versées au Trésor   | -28 080 965        | -34 216 388        |
| Impôts sur les bénéfices payés   | -8 495 945         | -11 236 036        |
| Autres mouvements  | -19 514 239        | -5 954 027         |
| <b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>  | <b>72 107 882</b>  | <b>22 603 948</b>  |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements</b>   |                    |                    |
| Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles                            | -3 970 584         | -5 684 238         |
| Encaissements provenant de la cession d'immobilisations incorporelles et corporelles                               |                    | 897 120            |
| Encaissements provenant de la cession de terrains et constructions destinés à l'exploitation                       |                    |                    |
| Décaissements provenant de l'acquisition de placements auprès d'entreprises liées ou avec un lien de participation | -376 550 000       | -470 500 000       |
| Encaissements provenant de la cession de placements auprès d'entreprises liées ou avec un lien de participation    | 327 650 000        | 463 500 000        |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>   | <b>-52 870 584</b> | <b>-11 787 118</b> |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>  |                    |                    |
| Dividendes et autres distributions   | -14 845 873        | -15 532 456        |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>   | <b>-14 845 873</b> | <b>-15 532 456</b> |
| <b>Variation de Trésorerie</b>   | <b>4 391 425</b>   | <b>-4 715 625</b>  |
| <b>Trésorerie de début d'exercice</b>  | <b>1 677 584</b>   | <b>6 393 209</b>   |
| <b>Trésorerie de fin d'exercice</b>  | <b>6 069 009</b>   | <b>1 677 584</b>   |





